

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 24 DECEMBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0.50

EDITORIAL

Contre les cadeaux
empoisonnés
du colonialisme:
La lutte!

Visites de secrétaires, sous-secrétaires d'état à l'environnement et autres, visite de Stirn, voyage touristique de neuf ministres de l'agriculture du Marché Commun, réception des présidents des chambres de commerce à Paris par Barre et Giscard, discours de Giscard sur les D.O.M. au conseil restreint des ministres, voyage de Messmer au pas de légionnaire et au son de la Marseillaise venu nous ordonner d'être et de rester "français à part entière" etc...etc...

Au-delà de Noël, il y a bien sûr les élections et "si nous pouvons tirer le maximum de voix des "départements d'outre-mer", eh bien profitons-en", voilà le langage des faiseurs de promesses du gouvernement.

"Décentralisation", "déconcentration", amélioration des conditions de l'allocation-logement, aide sociale aux petits commerçants, création du poste à quai de Basse-Terre (qu'on annonce, qu'on dément puis qu'on annonce à nouveau tout en affirmant que la banane sera conteneurisée à Basse-Terre...) Stirn a même été jusqu'à dire que l'augmentation du fret de 18% pourrait être revue..., on améliorera aussi les conditions de prix des voyages aériens... la Grande-Terre sera irriguée, l'agriculture relancée, la productivité améliorée... Bref que pouvons-nous demander de plus, n'est-on pas heureux aux Antilles, avec toutes ces promesses?

Mais alors, dans le même temps, pourquoi donc les travailleurs des Ciments Antillais, de l'Institut Pasteur, les travailleurs de Beauport se battent-ils pied à pied contre les licenciements et pour des augmentations de salaires, les employés de la Sécurité Sociale font-ils grève et manifestent-ils en Guadeloupe? Pourquoi, en Martinique, les dockers étaient-ils en grève, pourquoi ce mécontentement des travailleurs de Madélec? Que sont ces luttes et ce mécontentement, qui empêchent la machine patronale et coloniale de tourner aussi rond?

(suite en page 2)

GUADELOUPE

lettre ouverte au conseil municipal de Pointe-à-Pitre

Depuis plusieurs mois, nous nous heurtons au refus catégorique du maire de Pointe-à-Pitre de nous accorder une salle pour la tenue de nos réunions publiques.

Or, il se trouve que pour certaines organisations, il n'y a pas la même interdiction. Ce qui tendrait à prouver que le maire de Pointe-à-Pitre veut interdire les locaux municipaux uniquement à ceux dont il ne partage pas les idées politiques. Il est de notoriété publique que le maire est un dirigeant du parti communiste. Il se trouve aussi que ni ce parti, ni les organisations de masse qui lui sont liées n'éprouvent la moindre difficulté à obtenir une des salles dépendant de la municipalité pour tenir leurs réunions publiques (congrès, conférences ou autres...)

Cela voudrait-il dire que les salles de la ville de Pointe-à-Pitre sont réservées uniquement aux réunions du parti au-

quel appartient Henri Bangou?

Lorsque le maire prenait encore la peine d'expliquer le refus qu'il oppose à nos demandes de salle, il le justifiait en disant que le thème de notre réunion ne lui convenait pas. Et inversement, il est arrivé, pendant les événements liés à l'éruption de la Soufrière, qu'on nous laisse la disposition de Rémy Nain-souta. Là, le thème avait l'heur de plaire. De même le Groupe Révolution Socialiste put tenir une réunion pour commémorer la mort de Guévara. Là encore, le thème ne déplut pas au maire. Mais le même GRS vient de se voir refuser lui aussi une salle pour sa prochaine réunion publique.

Ainsi, le maire s'arroge le droit de censure des idées qui doivent être débattues en public. Cette censure s'exerce

(suite en page 2)

MARTINIQUE

L'ACCIDENT DU LAMENTIN: L'IMPRÉVOYANCE DES AUTOMOBILISTES N'EST PAS SEULE EN CAUSE...

Le tragique accident du Lamentin aura finalement fait 4 morts et 8 blessés, toutes des femmes, parmi les passagers du car qui s'est fracassé dans une ravine à la hauteur de la Brasserie Lorraine sur la route du François.

Bien sûr on pourra incriminer dans cet accident l'imprudence ou la défaillance de l'un des deux conducteurs.

Mais il n'y a pas que cela. Car ce qui a considérablement augmenté le risque d'accident dans ce cas précis, c'est bien l'étroitesse de la route et la mauvaise visibilité.

D'ailleurs, cette route du François au Lamentin est toute entière un véritable danger public: virages très secs, chaussée extrêmement étroite, ponts resserrés, etc... On peut même dire que s'il n'y a pas plus souvent d'accidents graves sur cette route, c'est bien grâce à la prudence générale des automobilistes.

Et cette route ne constitue pas un cas isolé. C'est tout le réseau routier de la Martinique qui est actuellement insuffisant en quantité et en qualité en regard des quelque 50.000 véhicules qui

existent dans l'île.

A part quelques portions "d'autoroute", le reste du réseau est constitué de routes trop étroites, à 2 ou 3 voies (ces dernières, extrêmement dangereuses, ont d'ailleurs été interdites en France), sinueuses et ne présentant aucune sécurité réelle, aussi bien d'ailleurs pour les automobilistes que pour les piétons.

Aussi, s'il y a avant tout un responsable dans les accidents de la route en général et dans celui du Lamentin en particulier, c'est bien le gouvernement français lui-même qui a été incapable d'assurer un réseau routier convenable à la Martinique, en dehors des quelques réalisations de prestige destinées à la promenade des ministres de passage.

Directeur de publication: J. BIRAC
Commission Paritaire: XXXXXXXXXX
Correspondant du Journal: G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Rédaction du Journal: Pointe-à-Pitre

4ème supplément au mensuel N° 82

MARTINIQUE

LE LOTO: UN NOUVEL ATTRAPE-NIGAUDS

Le serbi, le baccara et les dominos ne suffisaient apparemment pas. La loterie nationale, le tiercé, les combats de coqs ne faisaient sans doute pas recette.

Les casinos du Frantel et du Méridien devaient rapporter trop peu. Voilà certainement les raisons qui ont fait que l'état français vient d'installer le jeu du loto à la Martinique.

Dans un pays où la passion du jeu est si forte, où le jeu apparaît comme un moyen de s'en sortir, vu la grande misère qui y règne, l'état français ne trouve pas autre chose à faire qu'à encourager les gens à parier leurs sous sur une série de 6 chiffres.

Et il se trouve encore un journal, l'inévitable "Carib-blebdo", pour faire l'éloge du loto sur trois pages !

aujourd'hui contre Combat Ouvrier et le GRS, elle pourrait demain toucher d'autres organisations.

C'est une atteinte grave au droit d'expression. Les libertés démocratiques n'ont de sens, justement, que dans la mesure où toutes les idées ont la possibilité de s'exprimer. La démocratie, c'est le droit de s'exprimer, pour ceux qui n'ont pas les idées du maire en place.

Votre municipalité se veut un "rassemblement démocratique". Si vous accordez un sens à votre affirmation de principe, nous croyons que vous ne permettrez pas que celui qui se trouve à la tête de votre municipalité viole, lui, le premier des droits démocratiques, celui de dire ses idées et d'avoir les moyens matériels de le faire.

Nous sommes des militants anticolonialistes et nous nous battons contre les atteintes aux libertés démocratiques qui sont le fait du colonialisme. Il est malheureux que nous ayons à le faire aussi contre d'autres anticolonialistes.

Mais, n'étant ni passifs, ni résignés par nature, nous n'admettons pas que notre droit d'expression soit violé par quiconque.

Espérant que nous n'auront pas à envisager d'autres moyens d'action que celui-là nous vous adressons donc cette lettre ouverte, convaincus que vous aurez à cœur de faire respecter une liberté élémentaire, celle de pouvoir s'exprimer à Pointe-à-Pitre, dans des locaux qui constituent, somme toute, un bien public.

LE 21 DECEMBRE 1977.

MARTINIQUE

INTERVIEW D'UN OUVRIER DE MADELEC (SUITE DU N° PRECEDENT)

C.O.: Etes-vous organisée au sein de l'entreprise ?

Réponse : Nous avons essayé de monter un syndicat, mais M. Madkaud a tout fait pour que nous ne réussissions pas. Mais nous avons tenu tête. Les ouvriers ont décidé de "mettre la tête dans le même bonnet".

C.O.: Depuis quand ?

Réponse : Deux ans à peu près.

C.O.: Avez-vous une section syndicale avec un bureau et un secrétaire élu ?

Réponse : Oui. Mais certains ont peur de prendre leurs responsabilités à cause des pressions du patron.

C.O.: Quel type de pressions Madkaud fait-il ?

Réponse : Il a fait venir un soi-disant ingénieur qui n'est qu'un géomètre, qui ne fait que donner des sanctions. Ainsi il voudrait licencier un chauffeur pour donner la place à son fils. Il a dit que le chauffeur détournait les livraisons faites à domicile.

Madkaud accuse les délégués du personnel de faire de la politique et de vouloir saboter l'entreprise.

C.O.: Qu'avez-vous fait dans le cas du chauffeur ?

Réponse : Nous avons déposé un préavis de grève. Tanger est venu à la direction et Madkaud a reculé devant lui. Mais quand Tanger est parti, il a changé tout de suite et s'est mis à attaquer les délégués du personnel.

C.O.: Quelle aide avez-vous rencontré du syndicat ?

Réponse : Tanger est venu, mais il n'a fait aucune réunion avec les ouvriers. Les réunions il faudra que nous les fassions nous-mêmes avant que nous soyons battus par la direction.

GADELOUPE

BANANE LE GANGSTÉ- RISME DES GROS POSSEDANTS

A la SCEFA-SCEPLAG, la plus grosse société bananière de la Guadeloupe, la direction a commencé à payer les congés au mois de septembre, ce qui représentait déjà un grand retard. Et à ce jour, il y a encore des travailleurs qui n'ont pas reçu l'argent de leurs congés. C'est que Max Martin, directeur de cette entreprise s'est décidé à faire comme la caisse d'allocations familiales, à savoir payer les congés par lettre alphabétique. Et il faut signaler qu'il a fallu que plusieurs travailleurs aillent réclamer leurs sous avec force pour que l'on commence à payer.

Le prétexte invoqué par Max Martin est que la SCEFA-SCEPLAG n'a pas d'argent. C'est un grossier mensonge. Car la SCEFA était sur la liste des acheteurs de la société Déravin qui possède plusieurs centaines d'hectares. Avec quoi Max Martin envisageait-il d'acquérir les terres de Déravin ? Et l'affaire devait se conclure ces jours derniers.

La direction de la SCEFA-SCEPLAG garde dans son coffre-fort de l'argent qui ne lui appartient pas. Pour la loi, cela s'appelle du vol. Et en plus cette société utilise l'argent des travailleurs pour faire des affaires. Les banques demandent entre 18 et 23% d'intérêt pour les prêts et la SCEFA-SCEPLAG ne verse aucun intérêt aux travailleurs dont elle utilise l'argent. Cela s'appelle également du vol.

GADELOUPE

CINÉMA

"UN PONT TROP LOIN"

Ce film retrace un épisode de la guerre de 39-45, vers sa fin après le débarquement allié en Normandie. Une gigantesque opération aéroportée est organisée en plein territoire occupé par les troupes allemandes. Il s'agissait de s'emparer des points stratégiques, routes et ponts permettant aux troupes alliées d'arriver en un temps record en Allemagne. Ce fut un échec.

La folie du projet et les renseignements précis reçus sur la présence de fortes troupes allemandes dans le secteur n'ont pas empêché les états-majors et les généraux en quête de gloire personnelle d'envoyer à la boucherie près de 45.000 hommes. Chaque général, chaque haut gradé voulait être le meilleur, le premier. C'est à qui arriverait le premier à tenir tel pont, telle ville et à qui arriverait à Berlin le premier en grand triomphateur. La vie des hommes ne vaut rien pour ces mégalomanes galonnés. La guerre justifie tout, même les plus stupides et folles entreprises. Sang, blessés, morts, bombes, destructions, exaltation de l'esprit et du langage militaire... Le film est rempli d'images de ce genre avec toutes sortes d'effets spéciaux sur écran gigantesque. Produire du sang et de la mort avec tout cela aura peut-être garanti au producteur une bonne recette mais certainement pas un bon film.

EDITORIAL

suite

Eh bien justement, les travailleurs et la population de ce pays qui triment et qui souffrent avec des saïaires de mi-

sère et une hausse des prix effrénée n'acceptent pas de se laisser endormir, chloroformer par la médecine des quimboiseurs colonialistes. Ils se battent parce que leur situation est intolérable. Et ils ont raison. La lutte sera le meilleur moyen de démontrer à Giscard, au gouvernement colonial et aux patrons rapaces que leurs belles paroles, leurs promesses, leurs visites ne sont que des cadeaux empoisonnés que nous leur rejetons à la face.